

Les sociétés du Sud de la Méditerranée se sont remises en mouvement

Session 13

Mourad Ezzine

Centre pour l'Intégration en Méditerranée

Le Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI) a été créé en 2009 avec l'ambition de stimuler le développement fondé sur la connaissance dans l'ensemble de la région méditerranéenne. Le CMI accompagne et soutient les transformations en cours autour de la Méditerranée sur le plan économique, social et environnemental dans un contexte d'intégration régionale. Ses membres fondateurs sont les pays du pourtour méditerranéen (France, Egypte, Tunisie, Maroc, Liban, Jordanie) ainsi que les institutions financières internationales (Banque mondiale, Banque Européenne d'Investissement).

Au Sud, les sociétés se sont remises en mouvement depuis 4 ans, avec les à-coups, les difficultés et les potentiels de progrès inhérents à tous les changements majeurs. Ces bouleversements au Sud sont concomitants avec les difficultés de l'Europe à retrouver perspectives et confiance en elle. L'ensemble de ces facteurs modifie radicalement la situation des relations entre Sud et Nord de la Méditerranée.

Au Sud, avec les moments constitutionnels en cours (Tunisie, Maroc, Égypte principalement), les révolutions arabes ébauchent de nouvelles règles du fonctionnement politique des sociétés. Elles n'ont pas encore abordé réellement les questions du nouveau modèle économique et social et des relations internationales (notamment avec l'Europe) à mettre en place pour accompagner les transitions politiques.

C'est sur ces terrains que le groupe de travail s'adresse à la Présidence Italienne de l'UE en offrant une lecture de la situation au Sud qui met en avant les potentiels de progrès et les facteurs de blocage, et en proposant les champs sur lesquels de nouvelles relations, conjointement élaborées, pourraient s'établir entre les deux rives, au profit des deux parties.

En prenant comme fil conducteur de toutes les actions la réduction du chômage des jeunes et des femmes, le groupe propose de porter l'attention de l'Europe sur les 4 axes suivants, étroitement articulés entre eux : 1/ la recomposition de la chaîne de valeur par des co-productions entre Nord et Sud de la Méditerranée ; 2/ le soutien à l'économie rurale et au développement régional ; 3/ l'appui au développement de l'économie de la connaissance ; 4/ la sécurisation de la mobilité des personnes légalement installées sur l'espace commun.

À l'attention de la Présidence Italienne de l'UE, (extrait de rapport)

Les pays arabes du Maghreb et du Mashreq étaient depuis des années figés dans des systèmes autoritaires éloignés des attentes des sociétés. L'Europe s'était enlisée dans une crise majeure dont elle commence seulement à s'affranchir. Le système d'intégration méditerranéen mis en place à Barcelone voici 20 ans montrait d'évidentes limites et le processus de l'Union pour la Méditerranée était dans l'impasse. Les solutions proposées par les organisations économiques multilatérales ne semblaient plus à la mesure des problèmes des pays du Sud. Depuis plusieurs années, la Méditerranée apparaissait comme une région dépressive, contrainte, en marge des grandes évolutions du monde.

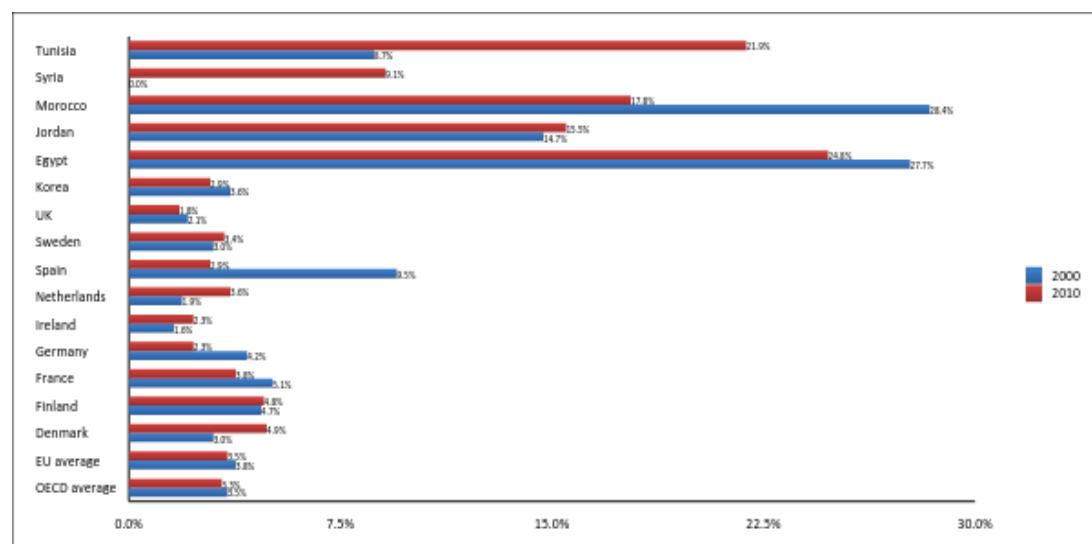
Les révoltes arabes ouvrent le jeu, *lancent une dynamique* dont nous mesurons déjà l'ampleur mais qui demeure pour une part indéchiffrable.

Les Européens sont évidemment concernés. Quel que soit l'avenir de ces révoltes, elles constituent pour nous tous, Méditerranéens de la rive Sud et de la rive nord, *une chance partagée* de reprendre et de construire, face aux blocages, un élan et une réflexion commune, dans un dialogue renouvelé.

Le soutien au développement de l'économie de la connaissance

Pour réussir leur insertion dans les chaînes de valeurs internationales, les pays du Sud de la Méditerranée doivent développer une économie basée sur la connaissance et l'innovation. En effet, dans les pays du Sud, un nouveau contrat social ouvert sur les jeunes pourrait reposer sur *l'économie de la connaissance* qui inclut l'éducation et la qualification, le système d'innovation, les infrastructures d'information et de communication.

Graphe 5: Proportion des adultes au chômage avec diplôme universitaire, 2000 et 2010



Source : CMI

Un système éducatif performant est nécessaire pour le développement d'une économie de la connaissance. La qualité de l'éducation dans les pays du Sud de la Méditerranée est largement en deçà des importants efforts budgétaires engagés depuis les indépendances en matière d'éducation. Les résultats des élèves dans les tests internationaux sont décevants. Ainsi, 75% des élèves du primaire au Maroc et 65% des élèves du primaire en Tunisie n'atteignent pas la moyenne dans les tests de mathématiques de niveau international. De plus, les systèmes éducatifs dans les pays du Sud n'encouragent ni l'esprit d'innovation, ni le travail en équipe, ni la prise de risques. Ils ne sont pas adaptés aux besoins des économies de la connaissance d'aujourd'hui. Le résultat est que 40% des entreprises qui opèrent dans les pays du Sud considèrent que le manque de personnels qualifiés est un obstacle important à leur développement. Il faut noter que le taux de chômage dans les pays du Sud augmente avec le niveau de l'éducation.

→ L'Europe pourrait envisager de lancer avec les pays du Sud une initiative qui vise à soutenir les efforts de ces pays pour moderniser leurs systèmes d'éducation et encourager la recherche et l'innovation dans le cadre d'un partenariat Nord-Sud.

La transition économique et sociale va nécessairement passer par une révision du modèle antérieur de développement. Trois points d'attention sont identifiés : – la nécessité de poursuivre *l'ouverture économique*, mais en la reformulant dans un sens qui tienne compte des conditions réelles des économies du Sud, de leurs faibles capacités redistributives (hors pays pétroliers) et des nouveaux enjeux dans les relations entre Nord et Sud, notamment en matière de redéploiement des chaînes de valeur ;

– une vigilance sur les *capacités de résilience* des économies dans ses points de faiblesse (monde rural, petites activités informelles)

– un objectif *de société inclusive*, par l'élargissement des opportunités aux couches jusque-là exclues des emplois et des centres de décision (jeunes et femmes), notamment dans les régions (décentralisation).

Les sociétés méditerranéennes des rives Nord et Sud sont aujourd'hui placées devant des défis et des opportunités communs. Chacune d'entre elles risque le maintien d'une croissance faible, la persistance du sous-emploi, la montée des inégalités et des crispations identitaires.

Elles peuvent faire le choix *de définir ensemble* des nouvelles politiques de coopération, des stratégies d'action propres à instaurer une croissance et une prospérité partagées qui semble la seule issue réaliste tant pour une Europe qui peine à trouver des relais de croissance que pour les économies de la rive Sud qui peinent à s'assurer les leviers d'un développement conduit au profit de tous.